

Pourquoi le F35 est euro-incompatible

Pierre Defraigne

Directeur exécutif du centre Madariaga-Collège d'Europe et directeur général^{hrc} à la Commission européenne

■ Une défense européenne demande une maîtrise des outils par l'Europe: des matériels américains comme les avions et les drones restent en pratique sous le contrôle du Pentagone.

Ce qui choque peut-être d'abord dans la décision du cabinet Michel d'acheter le F35, c'est le changement de pied de la Belgique. Rappelons-nous en effet la tentative – improvisée – du Premier ministre Guy Verhofstadt, le 29 avril 2003, au beau milieu de la désastreuse guerre d'Irak déclenchée par Bush et Blair sur des mensonges d'État, d'amorcer à quatre, avec Chirac, Schröder et Juncker une Europe de la défense. L'élan du moins était là et avec lui un certain panache. La graine a d'ailleurs fini par germer. La Belgique, ce jour-là, était du côté de l'histoire. Mais la diplomatie belge n'a pas exploité le créneau. Sitôt fait, elle est retombée dans son tropisme atlantiste, ancienne formule, et a laissé jouer le tandem franco-allemand lequel, hélas, en reste désespérément au niveau des intentions, faute de vision et d'audace des deux côtés.

L'appui américain moins certains

La défense, on commence à le comprendre, est, avec la monnaie, la clé de l'unité politique de l'Europe que la mondialisation et ses retombées géopolitiques rendent plus nécessaire que jamais. L'arrivée d'un Donald Trump à la tête des États-Unis fait de cet impératif une urgence, car, de l'avis même d'Angela Merkel, elle rend la fiabilité de l'appui stratégique américain moins certaine. Cette tendance va persister au-delà du mandat de Trump. L'Europe doit donc assumer sa sécurité en se dotant d'une défense commune au sein de l'Alliance

atlantique de manière à y peser d'un poids politique équivalent à celui des États-Unis.

Car l'autonomie stratégique de l'Europe porte en effet d'abord sur le type de rapport que nous voulons établir avec les États-Unis, à travers l'Alliance atlantique: dépendance ou partenariat, subordination ou parité politique, vassalité ou souveraineté? En d'autres mots: obéissons-nous aux directives de Washington ou arrivons-nous à influencer les Américains? La crédibilité de l'Europe dépend de la réponse à cette question.

"Sous influence" américaine

Nous étions en route vers une plus grande autonomie stratégique de l'Europe, nous voici ramenés en arrière par l'achat des F35 par la Belgique. Car, en achetant les F35 américains, la Belgique vient s'ajouter aux pays "sous influence" américaine, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Danemark qui ont déjà équipé leur aviation de combat de F35, et elle fait pencher la balance du côté de l'extension de la flotte européenne de F35 à d'autres pays, dont l'Allemagne. Si l'Allemagne, géant économique, mais plus que jamais incertaine d'elle-même et, malgré ses réticences envers Trump, en dette avec Washington sur son énorme surplus commercial et sa contribution insuffisante à l'Otan, se résignait à acheter aussi des F35 au nom de l'interopé-

rabilité des matériels, ce que l'état-major allemand envisage, alors, c'est le dessein européen qui viendrait à vaciller.

Trois conséquences majeures

Aujourd'hui, l'aviation de combat européenne est morcelée entre Dassault Aviations, Saab, BAE Systems et Airbus, mais le poids de la flottille F35 américaine est critique.

Il conduit à trois conséquences majeures. D'abord, l'arrimage d'une partie de la défense européenne à la politique du Pentagone via des équipements militaires clés rend l'autonomie stratégique de l'Europe très relative. Les missions et les charges des F35 – en particulier des missiles nucléaires – sont soumises à des procédures restrictives contrôlées par le commandement américain.

Ainsi, les data collectées au combat et dans les opérations logistiques sont d'abord transmises dans leur intégralité au partenaire américain qui les stocke et les utilise pour peser dans les choix tactiques. L'autonomie d'une aviation européenne dotée de F35 reste donc illusoire, car c'est le fournisseur d'équipements qui commande la stratégie alors que cela devrait être l'inverse.

Ensuite, il pousserait à la déresponsabilisation de l'Allemagne, maillon faible de l'Europe politique malgré son poids, qui se verrait délivrée de son devoir de solidarité européenne par sa contribution atlantique. Ceci la dispenserait en effet de renforcer la gouvernance d'une eurozone aujourd'hui en mode de survie.

Enfin, comment susciter chez le citoyen le sentiment d'appartenance à une communauté de des-

tin, partagé qu'il serait entre la loyauté atlantiste et la conscience européenne?

Un leurre

Cela étant, l'achat malheureux des F35 par la Belgique est en réalité une responsabilité partagée. Il illustre le récit d'un échec annoncé, celui du pragmatisme et des petits pas. Cet "incrémentalisme" en matière de défense n'est plus de mise. L'Histoire s'accélère et, dans un

monde qui a changé d'échelle, le grand bond en avant devient la seule alternative pour rendre à l'Europe l'autonomie stratégique nécessaire à l'exercice de sa souveraineté.

Une défense européenne demande une maîtrise des outils par l'Europe : des matériels américains comme les avions et les drones

restent en pratique sous le contrôle du Pentagone quand bien même ils sont payés par les contribuables européens. Bref, une défense commune européenne qui ne serait pas, pour certains équipements critiques, soutenue par une production industrielle européenne, serait un leurre. Or, un partenariat rééquilibré au sein de l'Otan demande une certaine autonomie au niveau des options stratégiques et des programmes d'armements qui les servent, dans cet ordre-là.

France et Allemagne

La leçon essentielle à tirer de cet épisode désastreux est que la France et l'Allemagne doivent cesser de jouer au plus fin. Elles doivent mettre dans le même panier européen la capacité financière de l'Allemagne qui ploie sous les surplus et les capacités militaires conventionnelles de la France, les plus avancées sur le continent. Le budget

européen, financé par un impôt européen sur les profits des multinationales qui s'y soustraient, permettrait de mener de pair l'effort militaire dont les budgets nationaux seraient déchargés, et le développement des capacités industrielles correspondant en matière d'avions, de navires, de tanks et de guerre cybernétique. La défense européenne est à ce prix. L'unité politique de l'Europe aussi.

Le 29 avril 2003, avec Guy Verhofstadt, la Belgique était du côté de l'Histoire. Aujourd'hui, la décision du cabinet Michel d'acheter le F35 choque.